

CAHIER DE ReCHERCHE

SEPTEMBRE 90

■ N° 2

PRESENTATION DES
TRAVAUX DE RECHERCHE
EN COURS POUR L'ANNEE
1990

CRÉDOC

Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie

CRÉDOC

CAHIER DE RECHERCHE

PRESENTATION DES
TRAVAUX DE RECHERCHE
EN COURS POUR L'ANNEE
1990

Septembre 1990 - N° 2

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	5
--------------------------	----------

LISTE DES FICHES PRESENTANT LES TRAVAUX DE RECHERCHE.....	8
--	----------

Département Prospective de la consommation

1. Méthode d'évaluation des réseaux de recherche.....	9
2. Théorie de la système-compatibilité.....	10
3. Présidence de la Commission Marketing/innovation-produits du programme Aliment 2000-II.....	11
4. Approche évolutionniste en économie industrielle internationale.....	12
5. Analyse lexicale.....	13
6. Alimentation et consommateurs âgés.....	14
7. La grande distribution agro-alimentaire.....	15
8. Développement d'une méthodologie d'étude des relations de causalité séquentielles.....	16

Département Evaluation des politiques publiques

9. Elaboration d'un modèle d'évaluation expérimentale à l'échelle d'une collectivité locale.....	17
10. Intégration de la dimension microéconomique dans l'évaluation expérimentale.....	18
11. Note de lecture sur les ouvrages de E. Monnier et de J.M. Dutrenit.....	19
12. Guide pour le choix d'une technique d'analyse des entretiens de recherche.....	20

Département Evaluation des politiques sociales

13. Le temps dans les études évaluatives.....	21
14. Données quantitatives et données qualitatives.....	22
15. L'habitat des personnes à faibles ressources.....	23
16. Construction des méthodes d'évaluation des politiques sociales.....	24
17. Recherches et études sur les politiques d'action sociale dans la littérature grise.....	25
18. Le refus de participation aux enquêtes.....	26
19. L'insertion des jeunes.....	27
20. Evaluation de quelques politiques sociales aux U.S.A. le cas d'Evaluation Review.....	28

Département Conditions de vie et aspirations des Français

21. Les inégalités en France et leur évolution depuis une dizaine d'années.....	29
22. Les affinités entre opinions : réalisation d'une analyse typologique 1978-1989.....	30
23. Comparaison de logiciels pour l'analyse des données par les méthodes de classification automatique.....	31

Equipe Analyse pluridisciplinaire de groupes sociaux

24. Articulation entre logiques domestique, professionnelle et civique en milieu indépendant non agricole 32

Equipe Analyse des données et prévisions

25. Elaboration d'un poste de travail accueillant les deux types de situation pour lesquels la statistique normative est mise en échec..... 33

Equipe Comportements microéconomiques des ménages et transports

26. Analyse des anticipations de prix des ménages sur données macroéconomiques et microéconomiques 34

Equipe Comportements microéconomiques des ménages

27. Analyse des fonctions de consommation et d'épargne sur données macroéconomiques 35

Equipe Transports

28. Valorisation de l'enquête aux frontières..... 36

- ANNEXE..... 37**

INTRODUCTION

On trouvera dans ce document une présentation des travaux menés par les départements et par les équipes du CREDOC bénéficiant d'un financement au titre de la subvention accordée par l'Etat au CREDOC pour l'exercice 1990.

Le contrat d'objectifs signé par le Ministre de tutelle du CREDOC, M. Lionel STOLERU, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Plan, par M. Michel CHARASSE, Ministre délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget chargé du Budget et par le Président du CREDOC, M. Bernard SCHAEFER en date du 20 juillet 1990, définit ainsi les missions d'intérêt public de l'organisme :

"1. Le CREDOC reçoit de l'Etat la mission de poursuivre la constitution et la mise à jour d'un fonds de connaissances relatif aux conditions de vie et aux modes de consommation des Français.

Le CREDOC assure, à la demande de l'Etat, une large accessibilité à son fonds de connaissances.

A ce titre, il continue d'organiser le fonctionnement d'une bibliothèque ouverte aux étudiants, chercheurs, journalistes et personnes intéressées : (...)

2. L'enquête "Aspirations", élément essentiel de constitution du fonds de connaissances nécessaire aux travaux d'études et de recherche, sera poursuivie pendant la durée du contrat.

3. L'Etat confie au CREDOC des travaux de recherche appliquée, au sens du compte satellite de la recherche établi par l'INSEE, dans le champ couvert par son fonds de connaissances.

Ces travaux de recherche visent principalement à développer des méthodes scientifiques de recueil et de traitement des données dans les domaines d'activité du CREDOC, afin notamment de les mettre en oeuvre dans les travaux d'études qu'il réalise.

Les orientations du programme de recherche sont définies avant le 1er mars 1991 et pour la durée du contrat par accord entre le Commissaire au Plan et le Président du CREDOC après avis du conseil scientifique du CREDOC. Cet avis est fondé notamment sur une analyse des forces et faiblesses du potentiel scientifique du CREDOC.

Un compte rendu annuel détaillé des activités de recherche du CREDOC sera fourni au Commissariat Général du Plan, permettant à celui-ci de justifier l'utilisation de la subvention auprès des instances de tutelle du BCRD. Chaque fois que cela sera possible, les travaux relevant du programme de recherche feront l'objet de rapports spécifiques.

Annuellement, sur la base des documents mentionnés ci-dessus et de l'avis du conseil scientifique, l'état d'avancement du programme de recherche sera examiné entre le Commissaire au Plan et le Président du CREDOC et seront définies les inflexions à lui apporter éventuellement.

Dès à présent, et pour l'année 1990, le CREDOC poursuivra des travaux de développement méthodologique dans les domaines du recueil et du traitement des données d'enquêtes, notamment longitudinales, des concepts et outils de l'évaluation des politiques publiques, et de la consommation des ménages.

4. Le CREDOC poursuivra la diffusion des résultats de ses recherches et la confrontation avec d'autres équipes dans le cadre de séminaires scientifiques.

5. Dans la limite des ressources spécifiques dégagées à cet effet, le CREDOC élargira progressivement son fonds de connaissances aux conditions de vie, aux modes de consommation et aux modalités d'évaluation des politiques publiques de ceux des pays étrangers dont l'exemple est utile pour mieux comprendre l'évolution prévisible de la France.

6. Le Commissariat Général du Plan et le CREDOC conviendront annuellement de la répartition par grandes masses de la subvention entre chacune des cinq rubriques mentionnées aux paragraphes 1 à 5 ci-dessus. Dans le cadre de l'examen annuel des comptes et de l'activité du CREDOC, les moyens en personnel et les autres coûts de production relatifs à ces divers aspects seront clairement isolés."

Conformément à ce dernier alinéa, le Commissaire au Plan a procédé à une répartition de la subvention accordée au CREDOC pour l'exercice 1990 (cf. annexe). Il en résulte qu'un montant de 3 683 094 F. H.T. est affecté pour cette année aux travaux de recherche appliquée menés par le CREDOC, auquel s'ajoutent 100 000 F. H.T. pour la réalisation d'une étude internationale.

Ces montants ont été à leur tour répartis entre différents projets proposés par les directeurs de recherche du centre et qui ont été retenus après discussion par la direction du CREDOC.

Ce sont, au total, 28 programmes qui bénéficient cette année de cette répartition. Chacun d'entre eux est présenté dans les pages suivantes à l'aide d'une fiche synthétique. On y trouvera la problématique développée, l'articulation avec les travaux contractuels menés en amont de chacune de ces recherches à l'intérieur de chaque unité, l'équipe ou le département qui réalise ces travaux ainsi que le montant qui a été affecté.

Dans la mesure du possible, chacun de ces programmes doit donner lieu à la production d'un document écrit d'ici la fin de cette année. Ceux-ci seront publiés dans la collection des "Cahiers de recherche" du CREDOC et, dans certains cas, lorsque cela sera possible et souhaitable, dans des revues ou des ouvrages extérieurs au centre. Dans la mesure où certains de ces programmes s'inscrivent dans une logique pluriannuelle, il peut s'agir d'un document de travail non publiable en l'état et essentiellement destiné à ouvrir la discussion et à permettre un enrichissement pour les phases ultérieures. A l'inverse, d'autres financements sont au contraire destinés à parachever ou à valoriser un cycle de travaux d'études et de recherches arrivant à leur terme et doivent donc naturellement encourager des publications aussi larges que possible au sein et à l'extérieur de la communauté scientifique.

Les montants attribués à chacun de ces programmes ne doivent pas être comparés entre eux sans précaution. En effet, si dans la majorité des situations ils constituent le seul financement "recherche" affecté au travail proposé, ils sont, à l'inverse, dans quelques autres cas, complémentaires de moyens obtenus extérieurement à la subvention accordée au CREDOC: succès à des appels d'offre "recherche" de différents ministères ou établissements publics, contribution en nature du CNRS ou de l'université en ce qui concerne le traitement de quelques chercheurs en poste au CREDOC.

LISTE DES FICHES
PRESENTANT
LES TRAVAUX DE RECHERCHE

METHODE D'EVALUATION DES RESEAUX DE RECHERCHE

La modélisation des réseaux relationnels entre structures est un problème théorique important dans les sciences sociales. C'est également une question qui se pose de plus en plus fréquemment dans les évaluations de programmes de grande taille impliquant un grand nombre d'unités géographiquement ou structurellement distinctes.

Notre équipe a opéré dans ce domaine, à l'occasion d'un contrat d'évaluation avec la Direction de la Recherche de la CCE, quelques progrès intéressants portant sur 600 laboratoires de recherche en "sciences dures" répartis dans 12 pays. La méthode utilisée, fondée sur le recensement des *comportements* relationnels entre unités, présente l'avantage d'obtenir, avec un minimum d'hypothèses de départ, une quantité importante d'informations opérationnelles dans un temps très bref.

Certes, nous ne prétendons pas résoudre le problème de la modélisation des réseaux relationnels. Mais la méthode utilisée, très simple dans son principe, utilisant des questionnaires légers et des techniques de traitement relativement banales (analyse multivariée, classification automatique) semble portable à une large variété de réseaux d'organismes. Elle a permis, dans le cas étudié, de mieux cerner empiriquement la nature de l'objet assez flou qu'est un "réseau". Il paraît donc intéressant de la diffuser dans la communauté scientifique.

Les résultats feront l'objet d'une présentation au congrès méthodologique sur les indicateurs de programmes, d'un article dans ce qui devrait devenir un text-book sur les méthodes d'évaluation (en français et en anglais)¹, et d'une communication au séminaire Jacques Dumontier.

Département : Prospective de la consommation

Intervenants : Directeur de recherche : Saadi LAHLOU
Responsable informatique : Cong-Tam LE
Luc CHELLY (Directeur des études, SHS Consultants)
Richard JEANTET (Chargé d'études, SHS Consultants)
Mogens DAHL (Commission des Communautés Européennes, DG XII)

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 161 280 F

Mots-clés : Réseaux, évaluation, recherche (laboratoires de), Communauté européenne

¹ S. Lahlou. A method to appreciate the nature and density of bilateral relationships (EC Stimulation and Science programmes).
in : The Evaluation of Technological Programmes. A European Overview on Practices and Methodologies. M. Callon, Ph. Laredo and Ph. Mustar, ed. (sous presse).

THEORIE DE LA SYSTEME-COMPATIBILITE

Il n'existe pas, à proprement parler, de théorie de la prospective. Certes, la recherche d'un formalisme capable de décrire l'évolution des systèmes a donné lieu à un certain nombre de travaux dont la caractéristique commune est la non-spécificité du champ d'application, et l'interdisciplinarité. Mais, face à cette situation, le prospectiviste est embarrassé, car ces travaux proposent peu de méthodologies opératoires pour son domaine. Et pourtant, il sent bien que tous ces paradigmes tournent autour de son problème et lui proposent des modèles partiels des phénomènes qu'il veut élucider.

Cette recherche de méthodes opératoires et proches du concret, paradoxalement, nous amène à faire un détour théorique *très* en amont, pour intégrer dans un formalisme commun les différents travaux évoqués plus haut.

Elle devrait déboucher sur une meilleure approche des phénomènes sociaux et sur une méthodologie prospective originale. Nous pensons que ces travaux pourraient être à la base d'une approche unifiée des différents champs qu'étudie le Crédoc et, ainsi, contribuer à une fédération de l'organisme autour d'un langage commun.

Le travail de réflexion est d'ores et déjà bien avancé. Il a un caractère pluridisciplinaire marqué (logique formelle, épistémologie, philosophie analytique, linguistique, psychologie, sociologie, économie). Nous travaillons actuellement sur la formalisation, les applications pratiques devant suivre après une première phase d'exposition des premiers travaux à la critique. Ces premiers résultats devraient prendre la forme d'un rapport théorique d'une centaine de pages.

L'ampleur et l'ambition de ce travail en font le principal sujet de recherche de notre équipe pour les trois ans à venir.

Département : Prospective de la consommation

Intervenant : Directeur de recherche : Saadi LAHLOU

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 332 640 F

Mots-clés : Formalisation, épistémologie, système, évolution

PRESIDENCE DE LA COMMISSION MARKETING/INNOVATION-PRODUITS DU PROGRAMME ALIMENT 2000-II

Le Ministère de la Recherche et de la Technologie (MRT) et la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL) du Ministère de l'Agriculture ont lancé un programme de recherche de trois ans, ALIMENT 2000-II, qui prend la suite du programme ALIMENT 2000 et comporte six thèmes : Nutrition-toxicologie, Qualité-modernisation des méthodes de contrôle, Biotechnologie, Transformation agro-alimentaire, Valorisation non alimentaire des matières premières agricoles, Marketing/innovation-produits.

Les deux derniers thèmes sont nouveaux. Marketing/innovation-produits, qui nous occupe ici, présente la particularité d'être le seul qui ne traite pas de "sciences exactes".

ALIMENT 2000-II est coordonné par les présidents des six commissions, la DGAL et le MRT. Chacun des six thèmes est piloté par une commission.

La présidence de la commission Marketing/innovation-produits a été proposée à Saadi LAHLOU.

La commission a pour mission de :

- définir les actions précises de recherche,
- participer à l'organisation du système de financement des projets et à leur évaluation (appel d'offres, soumission directe, etc.),
- suivre les actions engagées.

L'objectif : aider, par la recherche en sciences humaines, les industries agro-alimentaires et les distributeurs à maîtriser l'innovation pour mieux adapter leurs offres aux demandes. Les travaux proposés doivent donc déboucher sur des méthodes, des résultats ou des recommandations opérationnelles pour l'industrie et la distribution.

Le champ d'études : les sciences et techniques du marketing (mercatique) conçues comme instruments pour aider et éclairer l'innovation-produits. Les aspects technologiques de l'innovation sont en dehors du champ de ce thème.

Les grands principes : les aspects immatériels de l'innovation donnent lieu à un foisonnement de travaux, mais ceux-ci sont dispersés, divers, de qualité inégale, et trop souvent mal connus des opérateurs. La commission Marketing/innovation-produits doit financer des recherches solides et en même temps opérationnelles pour la communauté industrielle et scientifique.

Ce travail contribue à faire avancer la recherche française dans le domaine des sciences humaines appliquées à l'agro-alimentaire, mais il est très vorace en temps. Environ 4 millions de Francs seront distribués en 1990 par cette commission, sur une douzaine de projets.

Département : Prospective de la consommation

Intervenant : Directeur de recherche : Saadi LAHLOU

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 :

83 100 F

APPROCHE EVOLUTIONNISTE EN ECONOMIE INDUSTRIELLE INTERNATIONALE

P. Moati soutient cette année une thèse nouveau régime sur "Hétérogénéité intra-branche des entreprises et commerce international". Cette thèse s'efforce de renouveler la théorie du commerce international en étudiant les effets des avantages spécifiques d'entreprise sur les processus de spécialisation internationale. L'exploration informatique d'un modèle simulé, inspiré par le courant évolutionniste, permet de prendre la mesure de l'influence considérable de l'hétérogénéité des entreprises dans la définition des flux d'échange entre pays similaires d'un point de vue macro-économique. Tout en restant fidèle au concept d'avantage comparatif, la démarche abordée dans cette thèse constitue une première tentative d'application de la logique évolutionniste à la théorie du commerce international.

Nous proposons sa publication dans le cadre de la collection des cahiers de recherche du Crédoc.

Un article issu de la recherche réalisée à l'occasion de cette thèse, "Dimension des entreprises et performances à l'exportation", a été publié dans la revue Humanisme et Entreprise.

Un article en anglais, résumant les principaux résultats de la thèse, a été proposé au Journal of Evolutionary Economics. Nous attendons le compte-rendu des référés.

Département : Prospective de la consommation

Intervenants : Directeur de recherche : Saadi LAHLOU
Chargé de recherche : Philippe MOATI

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 83 800 F

Mots-clés : Economie industrielle, évolution, théorie du commerce international

ANALYSE LEXICALE

Nous proposons de continuer à développer les recherches en analyse lexicale. A cette fin, les travaux commencés par François Yvon dans notre département devraient donner lieu à publication cette année, avec, au-delà du constat de l'état de l'art réalisé en 1989, une partie application concrète à l'analyse des champs de connotation du beurre.

Nous proposons, en outre, d'améliorer notre compétence en analyse automatique du discours dans deux directions : le traitement des réponses ouvertes et celui de textes écrits (essentiellement en provenance de la presse écrite).

Pour cela, d'une part, on procédera au traitement d'une question lexicale insérée spécifiquement à la demande de notre département dans l'enquête Aspirations, sur les qualités attendues d'une bonne alimentation.

D'autre part, on cherchera à élargir la problématique trop strictement lexicométrique du Crédoc en rentrant en relations avec d'autres équipes travaillant sur l'analyse automatique des textes avec d'autres approches : linguistique pragmatique, intelligence artificielle, analyse relationnelle... des contacts ont d'ores et déjà été pris avec plusieurs équipes de recherche, qu'il convient de poursuivre.

Dans une première phase, les résultats fournis seront principalement l'exploitation des questions ouvertes. Les échanges avec les autres équipes devraient donner des résultats à plus long terme. On associera à ces travaux les chercheurs des autres départements intéressés (et en particulier ceux d'Aspirations et d'EPP), ainsi que les cinq élèves de l'ENSAE qui effectueront leur groupe de travail sur ce sujet sous la direction de S. Lahlou au centre de calcul du Crédoc.

Enfin, pour commencer l'application des méthodes lexicales à l'analyse de textes écrits, nous souhaitons, sur le sujet particulier des préoccupations diététiques de la population, tester des méthodes pour comprendre comment les médias influencent les représentations des consommateurs. Ce sujet a été choisi en raison de la connaissance que nous avons déjà sur le domaine, afin de voir dans quelle mesure de telles analyses améliorent la démarche prospective (comment la presse module-t-elle les attentes des consommateurs ?).

La recherche porte d'abord sur la description des attitudes et des comportements existants, en utilisant des données d'enquête par questionnaire et entretiens semi-directifs. Mais on teste également une méthodologie nouvelle, qui consiste à analyser le contenu des médias lus par les consommateurs, par plusieurs méthodes (analyse de contenu, analyse lexicale...) et à les comparer au contenu des représentations obtenues par enquête auprès des consommateurs.

Afin de faciliter le traitement lexical des données recueillies dans les magazines, nous désirons tester la saisie automatique par scanner couplé avec un logiciel de reconnaissance des formes. Les textes recueillis seront ensuite traités informatiquement avec la nouvelle version de SPAD. Text.

Département : Prospective de la consommation

Intervenants : Directeur de recherche : Saadi LAHLOU
Chargés de recherche : Sébastien LION, Joëlle MAFFRE
Assistante de recherche : Séverine BINARD

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 383 800 F

Mots-clés : Linguistique, lexicométrie

ALIMENTATION ET CONSOMMATEURS AGES

Dans le cadre des recherches prospectives de notre équipe, nous avons cherché à examiner, sur un sujet que nous connaissons bien, l'alimentation, les comportements des personnes âgées. Ce projet s'inscrit dans une double perspective : la participation aux recherches prospectives sur l'alimentation du troisième âge menées dans le cadre de l'Université d'été sur l'agro-alimentaire de demain par le groupe Dàlt (Design à long terme) et l'Ecole Nationale Supérieure de Création Industrielle, et le cadre de réflexion plus vaste fixé cette année aux équipes du Crédoc, en vue d'une publication collective sur les personnes âgées.

Ce projet, encadré par notre équipe et mené par deux étudiants de l'IGIA, vise à comprendre quels sont les critères d'acceptabilité des aliments nouveaux par les personnes âgées. La méthode utilise à la fois des données d'enquête tirées de la vague d'enquête 1988 sur les comportements alimentaires, et des entretiens semi-directifs approfondis avec une douzaine de consommateurs âgés. Une attention particulière est portée aux supports de presse lus par les consommateurs âgés.

Les résultats attendus sont d'abord une meilleure connaissance des attitudes et comportements de ce segment de demande qui est appelé à une forte croissance dans les années à venir, mais reste mal connu.

Département : Prospective de la consommation

Intervenants : Directeur de recherche : Saadi LAHLOU
Chargée de recherche : Joëlle MAFFRE
Jean-François GREIVELDINGER, Christophe MAISONNEUVE
(IGIA)

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 43 680 F

Mots-clés : Alimentation, troisième âge

LA GRANDE DISTRIBUTION AGRO-ALIMENTAIRE

La réalisation de l'étude des performances de la grande distribution alimentaire, ainsi que celle portant sur les stratégies d'intégration en amont des groupes de ce secteur, nous ont permis de rassembler une masse considérable d'informations et de parvenir à une bonne compréhension d'ensemble du fonctionnement de ce secteur. Un article sur les stratégies d'internationalisation des grands groupes pourrait être réalisé.

L'internationalisation dans le domaine des services est un sujet encore peu connu, alors qu'elle a un impact de plus en plus fort sur le commerce extérieur de la France à mesure que s'approfondit son déficit de biens manufacturés. On s'interroge sur la capacité des concepts développés pour la compréhension des échanges de marchandises à éclairer des processus d'internationalisation portant sur l'exploitation d'actifs intangibles.

Nous nous proposons d'effectuer une recherche au niveau de la distribution alimentaire afin de comprendre quels sont les déterminants de l'intensité, des modes et de l'orientation géographique de l'engagement international des groupes français. L'accent sera mis sur les modalités de l'interaction entre les déterminants liés aux caractéristiques macro-économiques des pays, aux avantages spécifiques de firmes et à la nature des structures de marché. Cette recherche s'inscrit dans la problématique du rôle de l'hétérogénéité des entreprises dans la dynamique économique et reposera sur les concepts de l'approche évolutionniste.

Ce travail pourrait faire l'objet d'une publication dans une revue française (Revue d'économie politique, Revue française de gestion...) ou internationale (Journal of Economic Behavior and Organization).

Département : Prospective de la consommation

Intervenants : Directeur de recherche : Saadi LAHLOU
Chargés de recherche : Philippe MOATI, Joëlle MAFFRE
Assistants de recherche : Sophie LOUSTAU, Lylian VIGNAU.

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 38 800 F

Mots-clés : Distribution, alimentation, GMS, évolutionniste

DEVELOPPEMENT D'UNE METHODOLOGIE D'ETUDE DES RELATIONS DE CAUSALITE SEQUENTIELLES

A l'occasion de la réalisation de l'étude des performances de la grande distribution alimentaire, nous nous sommes interrogés sur des procédures statistiques permettant d'identifier les facteurs clés de réussite des magasins du secteur. Une première piste de recherche réside dans l'analyse discriminante. Une phase préliminaire d'analyse économétrique des variables permet la recherche des variables a priori les plus pertinentes. L'analyse discriminante est réalisée ensuite afin d'élucider les déterminants de la rentabilité des magasins (classés en "bons" et "mauvais"). Une méthode permettant de hiérarchiser les variables selon leur pouvoir de discrimination a ensuite été élaborée afin de servir de guide à l'interprétation des résultats de l'analyse discriminante.

Une autre méthode est parallèlement en cours de formalisation. Elle consiste à effectuer une série de classifications automatiques avec chaque variable explicative prise individuellement, en limitant à deux le nombre de groupes. Puis, on calcule la moyenne de la valeur de la variable à expliquer dans chacun des deux groupes et successivement pour chaque variable explicative. En sélectionnant la variable qui maximise l'écart entre les moyennes, on obtient la variable explicative la plus discriminante. On travaille ensuite successivement sur chacun des deux groupes obtenus. On réitère l'opération précédente, avec les $n - 1$ variables explicatives restantes. On obtient alors une deuxième variable discriminante, qui n'est pas nécessairement la même pour les deux groupes. On poursuit ce processus tant que l'effectif des groupes obtenus est suffisant ou tant que le test de significativité des différences de moyennes l'autorise. Dans le cas de l'étude de la rentabilité des magasins, cette méthode comporte plusieurs avantages : elle établit une hiérarchie séquentielle entre les variables explicatives; cette hiérarchie n'est pas identique pour tous les individus; elle offre un outil d'aide à la décision d'utilisation extrêmement simple et ne comportant pas de biais d'interprétation. Pour connaître le niveau de rentabilité potentiel d'un magasin, l'utilisateur n'aura qu'à interroger l'intéressé et à suivre le cheminement de l'arborescence en fonction des réponses obtenues. A chaque réponse, il pourra déduire un niveau de rentabilité potentielle, qui sera affiné au fur et à mesure qu'il avancera dans l'arborescence. Cette méthode paraît également parfaitement adaptée à l'étude des processus de choix séquentiels.

Département : Prospective de la consommation
Intervenants : Directeur de recherche : François GARDES
Chargés de recherche : Sébastien LION, , Philippe MOATI

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 16 674 F.

Mots-clés : Analyse discriminante, classification.

ELABORATION D'UN MODELE D'EVALUATION EXPERIMENTALE A L'ECHELLE D'UNE COLLECTIVITE LOCALE

L'un des principaux enjeux théoriques de l'évaluation a trait à la "méthode expérimentale". Mais le débat qui a été engagé à propos de l'évaluation expérimentale conduit plutôt à des prises de positions radicales et souvent hâtives. Le rejet de l'expérimentation, lorsqu'il est établi sur l'idée du fonctionnement non mécanique de la société (E. Monnier, 1987), est de ce type.

Certes, la "méthode expérimentale" elle-même peut-être tenue pour un mythe épistémologique (R. Thom; 1985). Mais cette fois, la critique se fait modulo une interrogation des facteurs causatifs. Il importe donc, lorsque l'on souhaite faire dériver l'explication d'un phénomène d'un protocole expérimental, de préciser au mieux le type d'imputation causale invoqué. Entre un usage métaphysique, un usage logico-mathématique, un usage physicaliste, etc., de la causalité se joue sûrement le sort de la "méthode expérimentale". L'acception épistémologique de l'imputation causale reste la question méthodologique centrale.

Maintenant, et avant de jeter l'anathème, il importe de reprendre et de comprendre les démarches qui ont fait leurs preuves. Rien n'autorise à traiter avec mépris l'*Introduction à la médecine expérimentale* de Claude Bernard, lorsque les disciplines biologiques lui empruntent toujours leur schéma heuristique.

Cependant, et au-delà d'une lecture attentive de Claude Bernard, il convient de procéder à une consultation des travaux expérimentalistes en matière d'évaluation. La recension des études, tant françaises qu'européennes ou américaines, ayant adopté une démarche de type expérimental reste à faire. Et leur synthèse réflexive à amorcer. Un premier pas a déjà été fait au CREDOC en repérant dans la revue américaine *Evaluation Review*, les plus récentes applications de la méthode expérimentale dans l'évaluation des dispositifs de traitements sociaux. Nous proposons de poursuivre ce travail et de le systématiser en élargissant la cible à l'ensemble des politiques publiques.

Par ailleurs, et en acceptant l'idée qu'une expérimentation c'est d'abord un découpage de l'espace-temps, nous nous proposons de vérifier si l'échelle d'une collectivité territoriale n'est pas l'échelle la plus indiquée pour mener une évaluation expérimentale. On conçoit que lorsque l'évaluation doit embrasser et l'intention du politique et les comportements des usagers à l'échelle de la nation, le dispositif expérimental devienne rapidement ingérable. Par contre, ne peut-on espérer, en contrôlant mieux les conditions initiales de l'expérience, obtenir un dispositif autrement satisfaisant ? Voir un dispositif facilement reproductible ? D'où notre proposition de construction d'un modèle d'évaluation expérimentale limité dans l'espace et le temps, la "modélisation" portant sur les principaux paramètres à maîtriser à l'échelle de la collectivité territoriale. Ce "modèle", à labeliser, aurait en plus l'avantage de rendre raison des choix, plus ou moins implicites, faits par le CREDOC dans la plupart de ses études évaluatives. La méthode consisterait à reprendre les travaux évaluatifs afin d'isoler les paramètres pertinents et, surtout, à tester ces paramètres au cours de nos propres évaluations.

Département : Evaluation des politiques publiques

Intervenants : Directeur de Recherche: Michel MESSU
Chargés de Recherche : Didier LE MENEZ, Guy POQUET

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 171 440 F

Mots-clés : Evaluation, méthode expérimentale

INTEGRATION DE LA DIMENSION MICRO-ECONOMIQUE DANS L'EVALUATION EXPERIMENTALE

Pour poursuivre plus avant la démarche exposée dans la fiche n°1, il semble qu'à côté des paramètres d'ordre sociologique ou anthropologique plus facilement retenus dans les évaluations des politiques publiques, il importe de pouvoir incorporer des paramètres d'ordre économique, et tout particulièrement d'ordre financier. Sur ce point, les expériences évaluatives sont des plus pauvres, surtout lorsqu'on se situe à l'échelle locale.

Si l'on part de l'hypothèse que toute "action" (ou "politique") est contrainte dans l'espace-temps par des priorités budgétaires, il semble important de relier alors l'évaluation sociologique à la mise en place de critères microéconomiques permettant de mieux cerner la rentabilité et donc la pérennité de la dite action. Les moyens financiers mis en œuvre auront des répercussions dans le temps sur les résultats attendus en termes sociologiques.

Dans la littérature consacrée à l'économie publique, de nombreux champs ont été explorés: méthode fondée sur la maximisation des utilités collectives sous contrainte budgétaire, méthode coûts-bénéfices, méthode coûts-efficacité, etc... Dans ce contexte et par rapport à notre problématique, il s'agit d'élaborer dans un premier temps un "survey" théorique précisant les limites, mais aussi les avantages de telle ou telle approche.

A partir de ce "survey", une réflexion méthodologique devrait être engagée pour mieux appréhender toute évaluation économique au niveau local (une opération de réhabilitation d'un quartier ancien par exemple) et tester le produit de cette réflexion sur des sites d'évaluations déjà réalisées ou en cours de réalisation.

Cette réflexion bénéficiera de la collaboration de François Gardes qui s'intéresse aux problèmes d'expérimentation en prévision économique.

Département : Evaluation des politiques publiques

Intervenants : Directeur de recherche: Michel MESSU
Chargés de recherche : Didier LE MENEZ, Guy POQUET

Collaborateur : Directeur de recherche : François GARDES

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée en 1990 : 75 720 F

Mots-clés : Micro-sociologie, micro-économie

NOTE DE LECTURE SUR LES OUVRAGES DE :
ERIC MONNIER *Evaluation de l'action des pouvoirs publics,*
JEAN-MARC DUTRENIT *Gestion et évaluation des services sociaux*

Article publié dans la **Revue Française de Sociologie (CNRS)**,
Vol.XXXI/2/1990 (*)

Après la vague des études R.C.B. (rationalisation des choix budgétaires), il y aurait une seconde vague d'études évaluatives des politiques publiques. Les premières étaient des opérations de l'administration d'Etat et se voulaient foncièrement pragmatiques. Les secondes confrontent praticiens, décideurs et experts dans une dynamique réformatrice.

Il y a là une gageure technocratique qui fait émerger nombre de problèmes méthodologiques, et qui ne manque pas de solliciter le sociologue quant à ses capacités prédictives et à l'opérativité de ses représentations du fonctionnement social.

Département : Evaluation des Politiques Publiques

Auteur : Directeur de recherche : Michel Messu

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée 1990 : 18 930 F

Mots-clés : Evaluation, méthodes de l'évaluation des politiques

(*) **ERIC MONNIER** *Evaluations de l'action des pouvoirs publics, du projet au bilan*, Economica, 1987.
JEAN-MARC DUTRENIT *Gestion et évaluation des services sociaux*, Economica, 1989.

GUIDE POUR LE CHOIX D'UNE TECHNIQUE D'ANALYSE DES ENTRETIENS DE RECHERCHE

Les travaux réalisés par notre équipe ont jusqu'ici largement fait appel aux procédures dites qualitatives. Et il est à prévoir que cette orientation se poursuivra encore. Le département Evaluation des politiques publiques n'est d'ailleurs pas le seul à y avoir recours. Autrement dit, peu ou prou, pour l'ensemble des équipes se pose la question du choix des techniques d'analyse des entretiens. A cette fin, nous proposons de réaliser un guide d'usage des méthodes d'analyse de contenu des entretiens de recherche.

Le but de ce guide est de faire le point sur ces techniques et de préciser les avantages que l'on peut attendre de chacune. Mais encore, ce guide -conçu à l'usage du néophyte-, se propose d'énoncer quelques "critères" pour choisir parmi les techniques proposées celle qui se révélera la plus judicieuse. Si choisir telle méthode d'analyse de contenu plutôt que telle autre relève d'une rationalité essentiellement eschatologique, il n'est pas pour autant inutile de chercher à agrémente ce choix de quelques considérations pragmatiques.

Pour ce faire, nous procéderons à une présentation systématique des techniques d'analyse des entretiens de recherche qui ont aujourd'hui cours dans les sciences sociales. Systématique voulant dire qu'il sera fait état à chaque fois :

- des caractéristiques de la technique, donc de ses présupposés méthodologiques et épistémologiques (vg. le statut du discours latent),
- des résultats obtenus par l'application de la technique, en dégageant ce qui lui est vraiment propre.
- des conditions de mise en œuvre de la technique, en précisant les moyens réclamés (y compris les éventuelles "formations" ou "informations" : par exemple, une initiation à la linguistique). En somme, il s'agit d'évaluer le temps "non productif" requis par la méthode.
- d'une approche en termes coût/avantage de ladite méthode.

La présentation se fera en soumettant à chacune des techniques un même entretien, que l'on ira puiser dans notre "stock". Le traitement de ce même entretien devrait permettre d'établir *in fine*, sous la forme d'un tableau récapitulatif, l'utilité comparée de chaque technique.

D'ores et déjà, on peut prévoir la présentation des techniques suivantes :

- 1) L'analyse thématique ou catégorielle,
- 2) l'*Evaluation assertion analysis* (EAA) d'Osgood,
- 2) l'*Analyse propositionnelle du Discours* (APD) élaborée par Ghiglione, Trognon, ...
- 3) l'*Analyse des relations par Opposition* (ARO) mise au point par Raymond.

Département : Evaluation des politiques publiques

Intervenants : Directeur de recherche : Michel MESSU
Chargé de recherche : Guy POQUET

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 171 440 F

Mots-clés : Analyse de contenu, méthodes

LE TEMPS DANS LES ETUDES EVALUATIVES

Plusieurs contrats d'études ou de recherche, actuellement en cours de réalisation, nous conduisent à confronter des données saisies à différents moments de la trajectoire des individus. Si le panel des allocataires du RMI est organisé en fonction de ce recueil dans le temps, puisque les mêmes personnes seront enquêtées à trois reprises, d'autres études font appel à la mémoire des personnes enquêtées pour reconstituer des parcours de vie. La recherche réalisée sur les statuts intermédiaires des jeunes, à la demande de la MIRE, tente de telles reconstitutions en s'appuyant à la fois sur le discours tenu par les jeunes sur leur propre histoire et sur des indicateurs de reconstitution de carrière recueillis au cours des entretiens. L'étude sur les chômeurs, où l'on étudie les évolutions de la perception de la durée et de la trajectoire passée, porte sur une thématique proche. Enfin, une étude conduite à la demande du Groupe Permanent de Lutte contre l'illettrisme aborde ce même problème, mais sur une durée plus longue, puisqu'il s'agit de reconstituer des trajectoires d'adultes.

Si, à la suite des travaux sur les carrières de la pauvreté, certaines équipes de recherche ont pu s'intéresser aux trajectoires des populations, les différentes études engagées par le CREDOC, ou par d'autres équipes, ne développent que très rarement les aspects méthodologiques liés à la prise en compte du temps. Ainsi, la distinction entre trajectoire vécue et trajectoire réalisée n'est que rarement introduite. Les approches existantes portent sur la construction de la perception de la durée comme phénomène culturel (Richard HALL) ou sur la mise en relation entre mémoire individuelle et mémoire collective (Françoise ZONABEND).

Deux directions d'études nous paraissent devoir être engagées. La première porte sur la possibilité, technique et épistémologique, de comparer des données subjectives recueillies à deux moments différents. Le panel devrait fournir de ce point de vue des informations utiles. La seconde porte sur les conditions d'interprétation des trajectoires reconstruites avec les enquêtés lors des études. Cette recherche sera engagée en 1990 à partir du matériel déjà constitué mais devra être poursuivie en 1991 en intégrant les données du panel RMI.

Département : Evaluation des politiques sociales.

Intervenant : Directeur de recherche : Michel LEGROS

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 60 000 F.

Mots-clés : Evaluation, panel, temps, trajectoire.

DONNEES QUANTITATIVES ET DONNEES QUALITATIVES

De nombreuses études utilisent, conjointement, des données issues d'enquêtes par questionnaires auprès d'un échantillon de population, et des résultats obtenus à partir d'entretiens. Si dans certains cas, les deux corpus sont obtenus à partir des mêmes personnes (Etude sur la santé des allocataires du RMI à Belfort, étude sur les stagiaires réalisée à la demande du GPLI), dans d'autres cas, il s'agit de deux corpus obtenus sur des populations différentes. Ainsi le programme de recherche engagé sur les jeunes à la demande de la MIRE conduit à rapprocher des données issues d'entretiens et des données provenant d'une exploitation secondaire de l'enquête Emploi de l'INSEE. Le rapport final agrège les deux sources d'informations. Nous faisons l'hypothèse que cette agrégation, qui est pourtant le protocole commun d'un grand nombre de recherches réalisées par des équipes, néglige un peu trop rapidement les artefacts liés au mode de constitution des informations. La mise en évidence de ce décalage devrait se faire par une analyse secondaire des matériaux recueillis en définissant une série d'indicateurs et en confrontant les résultats obtenus sur ces indicateurs par les différentes techniques de recueil. Les données de l'étude réalisée à Belfort constitueront le matériel idéal pour réaliser ce programme.

Les allocataires du RMI de Belfort se voient proposer systématiquement une visite médicale dans le cadre des examens de médecine préventive. Cet examen effectué par un médecin comprend une série d'investigations techniques et un examen clinique. A la demande des services du Conseil Général, le CREDOC exploitera un questionnaire portant sur la perception qu'a l'allocataire de son état de santé et de son usage du système de prise en charge, enfin, certains allocataires se verront proposés de prendre part à un entretien portant sur les mêmes thèmes. Sur une sous-population des allocataires, nous disposerons ainsi de trois types d'informations. L'analyse des décalages entre ces trois formes d'information servira de support à un réexamen des différentes formes de rapprochement entre données quantitatives et données qualitatives dans les recherches.

Département : Evaluation des politiques sociales

Intervenants : Directeur de recherche : Michel LEGROS
Chargés de recherche : Patricia CROUTTE
Anastassios ILIAKOPOULOS

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 105.000 F.

Mots-clés : Analyse des données, méthode

L'HABITAT DES PERSONNES A FAIBLES RESSOURCES

Les travaux préparatoires à la loi BESSON sur le logement des personnes les plus démunies et l'obligation de mettre en oeuvre les premières dispositions de ce texte ont conduit de nombreux départements à engager des travaux afin de mieux connaître ces populations. Après le Val-de-Marne, la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis et l'Eure, nous sommes actuellement sollicités pour entreprendre un travail similaire dans la Nièvre.

Par ailleurs, d'autres équipes de recherche ou d'études ont engagé des travaux proches et, de plus, un important matériel a été accumulé suite aux différents appels d'offre du Plan Construction et de la CNAF. Ces matériaux hétérogènes utilisent des données, elles-mêmes très dissemblables.

Les problématiques varient dans le temps et, des mal-logés au logement des plus démunis, la différence est notable dans les manières de traiter la question de l'habitat. Si les premières demandes adressées au CREDOC portent explicitement -comme ce fut le cas pour le Val-de-Marne- sur une volonté de connaissance des populations pauvres, les travaux en cours essaient de rapprocher pauvreté et logement.

Ce programme de recherche a d'abord, pour finalité de porter un regard critique sur les matériaux recueillis à l'occasion de ces enquêtes et plus spécifiquement de s'interroger sur la capacité des indicateurs de logement à apprécier les situations de pauvreté. Nous souhaitons ensuite, avec ce programme, tenter de relier les problématiques de recherche sur l'habitat et les systèmes de recueils d'informations.

Département : Evaluation des politiques sociales

Intervenants : Chargés de recherche : Isa ALDEGHI
Denise BAUER
Patrick DUBECHOT.

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 160.000 F.

Mots-clés : Habitat, pauvreté

CONSTRUCTION DES METHODES D'EVALUATION DES POLITIQUES SOCIALES

La construction des procédures évaluatives s'opère actuellement en France selon un double paradigme. Aux méthodes qui relèvent d'une approche de type expérimental se distinguent des procédures dites dynamiques ou endoformatives, selon les auteurs. Pour ces dernières études, l'évaluation fonctionne autant sur le mode d'accompagnement du programme à évaluer que comme outil permettant de comprendre les effets générés par l'intervention.

Cette dualité, qui conduit à des méthodes de travail profondément différentes, nous semble recouvrir, en fait, des problèmes de nature non identique. Le premier porte sur la méthodologie d'évaluation et le second sur l'ingénierie d'évaluation. Les tenants des approches expérimentales ou quasi expérimentales ont sous estimé l'impact de la démarche évaluative sur les acteurs et les enjeux de cette procédure sur les institutions ; en revanche, les tenants des approches dynamiques réduisent toute méthodologie à une démarche de conduite de projet ou d'ingénierie de l'évaluation. Nous pensons que les deux problèmes doivent se traiter séparément, cela aurait pour avantage de permettre un approfondissement des réflexions sur la méthodologie de l'évaluation, d'une part, et sur l'ingénierie évaluative d'autre part.

Dans le cadre de ce premier programme de recherche, notre objectif est d'analyser les méthodes mises en oeuvre dans ces différentes approches de l'évaluation, en laissant provisoirement de côté la question de la mise en oeuvre des programmes évaluatifs. Il faut alors s'interroger sur les modes de construction des données rassemblées pour procéder à l'évaluation, sur les corrélations et les causalités construites entre les logiques d'action et les effets constatés.

Département : Evaluation des politiques sociales

Intervenant : Directeur de recherche : Michel LEGROS

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 110.000 F.

Mots-clés : Epistémologie, évaluation, méthode

RECHERCHES ET ETUDES SUR LES POLITIQUES D'ACTION SOCIALE DANS LA LITTERATURE GRISE

Thèses, mémoires de diplôme supérieur en travail social, mémoires de DEA, études conduites par des intervenants externes ou réalisées de manière interne par les institutions relevant du secteur social, recherches conduites par des chercheurs professionnels ou sur contrat, La littérature dite grise occupe dans le secteur social une place non négligeable en l'absence de grandes revues professionnelles. A partir des différents annuaires ou des publications de rapports, on peut estimer cette production de littérature grise entre 1200 et 1800 travaux par an, en France, ces dernières années.

Nous avons entrepris depuis cinq années un recensement de ces travaux qui ne font pas l'objet d'une publication sur le marché de l'édition, mais qui prennent la forme de notes de lecture dans la revue Informations Sociales. A ce jour, nous avons publié 400 notices, d'à peu près une page chacune, sélectionnées dans un échantillon de 1200 travaux.

Cette compilation constitue une matière première intéressante pour analyser les principaux thèmes d'études, leur évolution, les inflexions en matière de méthodes utilisées. Cet aspect est particulièrement novateur dans le champ des études qui, à la différence de la formation ou de la recherche, n'a jamais fait l'objet d'une investigation spécifique.

Nous proposons de reprendre ces travaux, d'en analyser les lignes de force et d'en proposer une typologie en utilisant une méthode d'analyse textuelle.

Département : Evaluation des politiques sociales

Intervenants : Directeur de recherche : Michel LEGROS
Assistante de recherche : Séverine BINARD

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 120 000 F.

Mots-clés : Action sociale, littérature grise

LES REFUS DE PARTICIPATION AUX ENQUETES

L'enquête réalisée pour l'évaluation du RMI fait apparaître un taux de refus primaire important (à distinguer du refus de réponse lors de la présentation de l'enquêteur), puisqu'il se situe entre 30 et 45 %. D'autres études font apparaître des taux identiques. Si les techniques de redressement permettent de combler ce manque, il n'est pas certain qu'il soit toujours pertinent d'adopter cette technique qui dénie tout sens au refus de participation à l'étude.

En raison des procédures de protection de l'enquêté imposées par le législateur, il s'avère particulièrement malaisé de pouvoir mettre en oeuvre des méthodes traditionnelles pour analyser ces refus. Comprendre le sens de ces refus, élaborer des méthodes adjacentes pour en tester la signification constituent les axes de ce programme de recherche.

Trois directions de travail seront simultanément mises en oeuvre à partir des refus de participation à deux demandes de constitution de panel. Le premier panel porte sur des allocataires RMI sollicités pour participer à trois enquêtes successives sur un délai d'un an, et le second s'adresse à des chefs d'établissement de l'Education Nationale.

La première direction de travail consiste à obtenir des informations sur l'ensemble des personnes sollicitées à partir des données contenues dans les fichiers de tirage. La seconde direction tente d'appliquer à ces populations les résultats des travaux portant sur la répartition non aléatoire des prénoms. La troisième démarche consiste à interroger de manière non directive quelques personnes ayant refusé de prendre part au panel en les sollicitant de nouveau sur une démarche qui peut apparaître moins contraignante.

Département : Evaluation des politiques sociales

Intervenants : Directeur de recherche : Michel LEGROS.
Chargée de recherche : Patricia CROUTTE

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 100.000 F.

Mots-clés : Enquête, méthode

L'INSERTION DES JEUNES

A partir d'une demande du Ministère de l'Education Nationale, relative à un dispositif d'insertion professionnelle réservé aux jeunes non-qualifiés de 16-18 ans, une étude a été menée sur les jeunes sans qualification. Le cadrage général de cette population a été obtenu par une exploitation de l'enquête sur l'emploi de 1988. De manière complémentaire, une enquête sur cinq sites académiques portant sur 400 individus a été réalisée et exploitée par le CREDOC.

Sur la base d'un contrat de recherche conclu avec la MIRE, une autre étude est en cours, où l'on s'intéresse aux jeunes (dans une définition plus large en âge) qui sont actuellement dans des statuts professionnels intermédiaires. Intermédiaire est ici à comprendre comme intermédiaire entre l'école et le travail dit "stable" avec contrat à durée indéterminée.

Par ailleurs, l'insertion constitue le thème privilégié de deux études en cours. La première, à la demande du Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme, porte sur une population plus large. La seconde étude s'inscrit dans le cadre des travaux d'évaluation du Revenu minimum d'insertion.

D'une étude à l'autre, quelques axes d'interrogation constituent les trames de problématiques possibles pour lesquelles ce programme de recherche constituera une mise en forme et un approfondissement. Seront particulièrement analysés les aspects suivants :

- l'allongement de la période d'insertion professionnelle des jeunes se traduit par une modification du rapport au temps d'un groupe d'âge. L'insertion, au delà du caractère flou du concept, ne fait-il que recouvrir un ensemble de mesures susceptibles de gérer l'allongement de la période de l'"établissement" professionnel et familial ?
- l'insertion professionnelle est multiforme. Quels sont les véritables critères de sa réussite? Les critères et les "stratégies" diffèrent selon le sexe, le milieu social d'origine, la situation relative de l'individu dans d'autres champs d'insertion comme le logement ou la famille. Cette stratégie et ces critères doivent vraisemblablement conditionner les conduites concrètes des jeunes.
- enfin, dans le moment présent, les différentes formes que prennent les modes d'insertion contribuent à structurer des identités sociales. Le repérage de cette liaison entre production identitaire et formes de l'insertion constitue le troisième thème de ce projet de travail.

Département : Evaluation des politiques sociales

Intervenants : Chargés de recherche : Denise BAUER,
Patrick DUBECHOT

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 200 000 F.

Mots-clés : Insertion, jeune, temps

EVALUATION DE QUELQUES POLITIQUES SOCIALES AUX USA : LE CAS D'EVALUATION REVIEW

Depuis une quinzaine d'années, Evaluation Review (Sage publications, Editors : Richard A. Berk et Howard E. Freeman - University of California, Los Angeles-) publie des articles sur les méthodes d'évaluation et effectue des analyses de programmes d'évaluation. Si le social occupe une large part des travaux publiés, le champ couvert par Evaluation Review s'avère plutôt vaste, allant de l'éducation à la santé en passant par les politiques d'action sociale. Une large part est faite aux travaux à orientation quantitative et la majorité de ces études se situent dans le cadre du courant expérimental le plus souvent appliqué à l'échelon local.

Pour chacun des programmes présentés, les informations suivantes ont été rassemblées :

- description du programme : nom, population, objectifs, localisation, contenu, maître-d'oeuvre et moyens,
- description de l'évaluation : localisation, évaluateurs, but de l'évaluation, indicateurs retenus, méthodes de collecte, outils statistiques,
- principaux effets du programme : types d'effets, biais constatés, critiques du programme, critiques de l'évaluation.

Ce travail, qui constitue l'amorce d'une base de données sur les méthodes évaluatives, devrait permettre de faire apparaître les liens entre les méthodes utilisés par les évaluateurs et les programmes sur lesquels portent les évaluations, l'hypothèse sous-jacente étant celle d'une rationalité non linéaire entre les programmes sociaux et les outils d'évaluation.

Département : Evaluation des politiques sociales

Intervenants : Chargées de recherche : Isa ALDEGHI, Patricia CROUTTE

Affectation de subvention au titre des investigations internationales de 1990 : 100 000 F.

Mots-clés : Méthode d'évaluation, U.S.A.

LES INEGALITES EN FRANCE ET LEUR EVOLUTION DEPUIS UNE DIZAINE D'ANNEES

Cette recherche vise à apprécier l'évolution générale des inégalités en France, dans la période 1970-1988. Elle repose sur l'hypothèse que les inégalités ne se limitent pas au seul domaine du revenu. Celles-ci concernent également un ensemble de situations dont la conjonction différencie sensiblement les conditions de vie des divers groupes de la population. Dans ce contexte, c'est le système d'enquêtes sur les "Conditions de vie et les Aspirations des Français" du CREDOC qui a été mobilisé dans la mesure où il fournit à la fois une information multidimensionnelle sur les individus enquêtés et une information longitudinale, c'est-à-dire portant, pour un certain nombre de thèmes, sur dix années.

Une autre caractéristique originale de l'enquête concerne son double mode d'approche : elle fournit à la fois une description des situations (les faits) et une perception subjective de ces situations par les personnes qui les vivent (les opinions). Les inégalités mises en évidence ne concernent donc pas les seuls écarts conjoncturels de revenus, mais les inégalités cumulatives de situations et d'opinions différenciant, dans le long terme, les diverses catégories sociales.

La méthode utilisée a reposé sur la notation, pour chaque ménage, de sa situation ("avantageuse", "moyenne", "désavantageuse") face à un certain nombre d'éléments caractéristiques des conditions de vie, puis, par cumul, sur le calcul du nombre "d'attributs avantageux ou désavantageux" le concernant. 34 variables ont été retenues pour composer 18 indicateurs d'attribution des notes, regroupés en cinq rubriques : *le revenu et le patrimoine, les conditions de vie* (logement, confort de base, vacances et loisirs, restrictions, ...), *l'activité* (chômage, diplômes,...), *l'état de santé et l'opinion des enquêtés sur l'évolution de leur propre niveau de vie depuis dix ans*.

L'approche multicritères adoptée, appliquée à dix vagues d'enquêtes successives, montre que la période analysée se caractérise globalement par une légère amélioration des conditions de vie des Français, mais que cette amélioration générale masque une croissance des inégalités entre les catégories les plus extrêmes.

Les résultats obtenus reposent cependant assez sensiblement sur le choix des variables retenues. La méthode elle-même répond à une notation à trois niveaux qui vise plutôt à focaliser l'analyse sur les situations extrêmes.

Ce travail devrait se poursuivre ultérieurement par la mise à jour de notre base de données et par une réflexion méthodologique permettant d'apprécier la sensibilité des résultats, d'une part au choix de tel ou tel indicateur, d'autre part, à l'adoption de tel ou tel type de notation pour un même indicateur.

Départements : Conditions de vie et aspirations des Français et évaluation des politiques publiques

Intervenants : Directeur de recherche : Georges HATCHUEL
Chargés de recherche : Viviane PAYET-THOUVENOT, Guy POQUET

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 346 790 F.

Mots-clés : Analyse multivariée, conditions de vie, défavorisés, groupes extrêmes, inégalités, privilégiés

LES AFFINITES ENTRE OPINIONS : REALISATION D'UNE ANALYSE TYPOLOGIQUE 1978-1989

L'enquête "Aspirations" est une enquête "*permanente*", comportant maintenant plus de 12 années d'observation, dont une des originalités repose sur son caractère **multithématique**. Elle n'est cependant pas le produit d'une commande unique : elle se présente sous la forme d'une fédération de questionnements, dont chacun d'eux émane d'organismes financeurs divers et dont les participations sont d'ailleurs d'importance très inégale.

Il reste que l'enquête a aussi pour objectif de mettre l'accent sur *l'observation des tendances lourdes, structurelles, le plus indépendantes possible des débats d'opinions conjoncturelles*. Or, les études d'évolution réponse par réponse ne doivent pas faire oublier que ce sont les mêmes individus qui font ces réponses et qu'il existe des associations privilégiées entre celles-ci. Corrélativement, on peut repérer des regroupements d'individus ayant des "*profils de réponses*" voisins.

Des *synthèses typologiques* ont déjà été antérieurement effectuées sur le matériau "Aspirations". Nous proposons de réaliser une nouvelle synthèse typologique englobant les années les plus récentes. Il s'agit d'analyser les affinités entre réponses par l'étude des regroupements d'opinions les plus fréquentes et de rendre compte des déformations de la structure de ces opinions depuis onze ans. L'idée en est de décrire les grands courants ayant traversé la société française lors de cette décennie et de les caractériser à partir de l'ensemble des caractéristiques objectives des individus qui les expriment (sexe, âge, diplômes, profession, ...).

La réalisation de ce travail doit être aussi l'occasion d'engager une réflexion plus large, aussi bien sur les différents types de domaines abordés dans l'enquête que sur le libellé même de certaines questions.

En effet, les différents thèmes couramment étudiés dans l'enquête, la composition même du questionnaire sont fortement influencés par son mode de financement contractuel, c'est-à-dire par les demandes des organismes clients. Il s'agit donc d'apprécier en quoi certains grands thèmes, essentiels en matière de compréhension de l'évolution des opinions, échappent au questionnaire actuel ou doivent être reconsidérés pour permettre une meilleure compréhension des tendances "*lourdes*" de l'opinion française. Outre la réalisation de la typologie, ce travail devrait donc notamment permettre de répondre à l'interrogation suivante : *quel corpus de questions de fond retenir qui puisse être généralisé à d'autres enquêtes pour mieux qualifier les grands courants d'attitudes traversant la population française ?*

Département : Conditions de vie et Aspirations des Français.

Intervenants : Directeur de recherche : Georges HATCHUEL
Chargés de recherche : Laurent CLERC, Ariane DUFOUR,
Olivier MARTIN, Viviane PAYET-THOUVENOT

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 340 000 F.

Mots-clés : Typologie, opinions, analyse multivariée, trajectoire

COMPARAISON DE LOGICIELS POUR L'ANALYSE DES DONNEES PAR LES METHODES DE CLASSIFICATION AUTOMATIQUE

Dans le cadre de la réalisation d'une nouvelle typologie des Français sur la base de l'enquête "Conditions de vie et aspirations des Français" (Description des grands courants ayant traversé la société française dans les dix dernières années), on se propose d'engager une réflexion plus technique sur différentes méthodes de classification existantes.

Sur la base de départ d'un fichier de données issu du matériau "Aspirations", constitué de 2000 individus et d'un nombre limité de variables actives qui seront choisies ultérieurement, il s'agit d'effectuer une *comparaison entre les différentes techniques de classification* proposées par les logiciels SPAD, SAS, ADDAD et sous réserve SICLA. On pourra également envisager d'observer les déformations par l'ajout de variables supplémentaires dans chacun des exemples traités par les différents logiciels.

Cette étude contribuera à mieux asseoir le choix du logiciel le plus adapté pour l'analyse typologique qui sera réalisée par ailleurs.

Département : Conditions de vie et Aspirations des Français
Intervenants : Chargée de recherche : Ariane DUFOUR
Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 50 000 F.
Mots-clés : Analyse des données, classification, logiciel, typologie

ARTICULATION ENTRE LOGIQUES DOMESTIQUE, PROFESSIONNELLE ET CIVIQUE EN MILIEU INDEPENDANT NON AGRICOLE

Notre travail de recherche sur la socio-économie des familles d'indépendants non agricoles se poursuit, en 1990, avec pour principal objectif d'analyser les transformations du mode d'articulation entre logique domestique et logique professionnelle en cas de collaboration conjugale dans l'exercice de la profession. Ces transformations, qui ne vont pas sans tensions au sein de couples plutôt traditionalistes, ont conduit les femmes à des actions collectives publiques ayant abouti à la création de droit. Il convient donc d'analyser les résistances des institutions représentatives des professions, remises en cause dans leur identité par l'application de mesures législatives qu'elles tendent à freiner, de même que les situations paradoxales provoquées dans leur couple par les femmes qui parleraient de faire valoir leurs nouveaux droits. Un type d'action civique récemment entreprise se voit également freiné : l'essai de professionnalisation de l'activité de conjoint-collaborateur par des tentatives de mise en place et d'homologation de diplômes spécifiques. Suivre le développement de telles actions et observer leurs conséquences offre l'opportunité d'analyser les influences réciproques de la norme et du droit.

Cette recherche a donné lieu à la rédaction d'un rapport intitulé : *Situation professionnelle, statut, rôles et individualisation des droits des femmes d'indépendants non agricoles*, terminée à la fin du mois de juin ainsi que d'une communication, présentée au congrès mondial de sociologie, à Madrid, au mois de juillet.

La poursuite de ce travail nous engage à suivre des directions de recherche adjacentes que nous essayons présentement de préciser. Il s'agirait entre autres d'étudier les relations entre les formes de conjugalité et la transmission intergénérationnelle différenciée selon le sexe, à la fois économique et culturelle, dans les familles d'indépendants non agricoles. Nous abordons ainsi une nouvelle étape de notre programme de recherche, ce qui exige un temps d'investissements conceptuels et méthodologiques, la préparation de projets focalisés et la prise de contact, puis la négociation, avec d'éventuels partenaires susceptibles de financer en partie de tels projets en 1991.

Notre demande de subvention est donc aussi bien relative aux travaux de recherche déjà réalisés cette année qu'aux investissements nécessaires à l'ouverture de cette nouvelle étape.

Equipe : Analyse pluridisciplinaire de groupes sociaux

Intervenant : Directeur de recherche CNRS-CREDOC : Bernard ZARCA

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 230 000 F.

Mots-clés : Logiques domestique, professionnelle, civique ; indépendants non agricoles ; formes de conjugalité ; transmission

ELABORATION D'UN POSTE DE TRAVAIL ACCUEILLANT LES DEUX TYPES DE SITUATION POUR LESQUELS LA STATISTIQUE NORMATIVE EST MISE EN ÉCHEC

Les systèmes d'information actuels posent à la statistique et à l'informatique appliquées à *l'analyse des données* des problèmes nouveaux.

Comment identifier dans lequel des quatre cas se trouve la mise en oeuvre de la *statistique normative* (S. N.) ?

1er cas : S. N. donne une réponse valide, parce que positive : l'ajustement est correct, chaque individu suivant la même loi.

2ème cas : S. N. donne une réponse apparemment positive, mais illusoire: par exemple, un ou deux individus nous font croire à une corrélation 0.90, alors que sans eux, elle serait 0.12.

3ème cas : S. N. donne une réponse négative, mais valide : par exemple, une corrélation nulle recouvre réellement une absence totale de structuration statistique du fichier.

4ème cas : S. N. donne une réponse apparemment négative, mais illusoire: par exemple, une régression non significative le deviendrait si on avait segmenté le fichier.

C'est sur les 2ème et 4ème cas que seule l'analyse des données apporte un "plus" par rapport aux logiciels actuels.

C'est sur le poste de travail informatico-statistique que portent nos travaux 1990.

Equipe : Analyse des données et prévisions

Intervenant : Directeur de recherche : Jean-Pierre FENELON

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 100 000 F.

Mots-clés : Normatif, descriptif, prévisionnel

ANALYSE DES ANTICIPATIONS DE PRIX DES MENAGES SUR DONNEES MACROECONOMIQUES ET MICROECONOMIQUES

Nous avons analysé, en 1988-1989 les anticipations de revenu des ménages à partir de séries temporelles macroéconomiques (GARDES, KEMPF, POUCHAIN, Collection des rapports du CREDOC, n° 66, août 1989) et de données microéconomiques de panel (GARDES, MADRE, Collection des rapports du CREDOC, n° 64, juillet 1989). Ces recherches ont été présentées dans divers colloques français ou internationaux (Orléans, Dijon, Belfast, Dublin, Montréal) et ont été synthétisées, pour un point particulier des résultats obtenus, dans un article accepté par la revue américaine "Economics letters" (Université Harvard) pour publication fin 1990.

En 1990, nous avons commencé une analyse des anticipations de prix des ménages, tant à partir de séries macroéconomiques que des données individuelles des enquêtes de conjoncture. Les premiers résultats de ces travaux ont été présentés aux 7èmes journées de microéconomie appliquée à Montréal en mai 1990. Un article est en préparation pour "Economie et Prévision" (pour publication début 1991).

Nous proposons de poursuivre cette étude en la coordonnant à une analyse de données macroéconomiques et aux différents travaux publiés, principalement aux Etats-Unis, dans les années 70 et 80, concernant les anticipations de prix. L'objectif de cette analyse serait en particulier de discriminer entre les hypothèses faites par GIBSON, CAGAN, FRIEDMAN et ALLAIS sur le lien existant entre le niveau ou la variabilité de l'inflation et la nature des processus d'anticipation des ménages.

Cette étude nécessite d'importants travaux informatiques. Ses résultats seraient publiés sous forme de "Cahier de recherche du CREDOC" et proposés pour publication à une revue internationale d'économétrie appliquée.

Equipes : Comportements micro-économiques des ménages et transports

Intervenants : Directeurs de recherche : François GARDES, Jean-Loup MADRE

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 100 000 F.

Mots-clés : Anticipations, prix, revenus

ANALYSE DES FONCTIONS DE CONSOMMATION ET D'ÉPARGNE SUR DONNÉES MACROECONOMIQUES

F. GARDES a présenté, en février et mai 1990, une communication à l'Economic and Social Research Institute (Dublin) et au colloque de l'Association Irlandaise d'Economie (Kilkenny), portant sur l'estimation de fonctions de consommation et d'épargne avec données d'anticipation. Cette recherche doit être complétée pour publication dans "Economic and Social Review" et comme "Cahier de recherche du CREDOC", en utilisant en particulier les statistiques trimestrielles françaises et irlandaises. L'estimation des fonctions d'épargne et la caractérisation des cycles du taux d'épargne seront par ailleurs rapprochées des évolutions du solde commercial.

Equipe: Comportements micro-économiques des ménages

Intervenant : Directeur de recherche : François GARDES

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 40 000 F.

Mots-clés : Consommation, épargne, Irlande

VALORISATION DE L'ENQUETE AUX FRONTIERES

En collaboration avec le département d'Evaluation des politiques publiques, nous comptons valoriser l'étude effectuée sur la comparaison des sources statistiques dans le domaine du transport, par des recherches complémentaires et des publications scientifiques des résultats obtenus.

Equipe : Transports

Intervenant : Directeur de recherche : Jean-Loup MADRE

Affectation de subvention au titre de la recherche appliquée de 1990 : 40 000 F.

Mots-clés : Sources statistiques, enquête aux frontières, transports

ANNEXE

Secrétariat d'Etat
auprès du *Premier Ministre*
chargé du Plan

18, rue de Martignac, 75007 PARIS
Tél. 45 56 51 00 * 20 AOUT 1990
Télex 206 235 F
Télécopie 47 05 29 30

Commissariat Général
du Plan

Le Commissaire

ETR/90/248

Monsieur le Directeur,

La subvention du Commissariat Général du Plan au CREDOC au titre de l'année 1989 se monte au total de 6.408.094 Frs hors TVA. Cette somme est ainsi répartie :

- . 5.564.924 Frs sont alloués au titre des interventions publiques (chapitre 44.11) ;
- . 843.170 Frs sont alloués au titre de l'enveloppe recherche (chapitre 66.01).

Le contrat d'objectifs qui vient d'être signé entre l'Etat et le CREDOC prévoit que les missions d'intérêt public confiées au CREDOC sont au nombre de cinq :

- constitution et mise à jour d'un fonds de connaissances relatif aux conditions de vie et aux modes de consommation des Français ;
- réalisation de l'enquête "Aspirations" ;
- travaux de recherche appliquée, dans le champ des activités du CREDOC ;
- organisation de séminaires scientifiques ;
- investigations sur les conditions de vie, modes de consommation et modalités d'évaluation des politiques publiques dans les pays étrangers.

La répartition de la subvention entre ces cinq rubriques est précisée dans l'annexe ci-jointe.

Monsieur Robert ROCHEFORT
Directeur du CREDOC
140, rue du Chevaleret
75013 PARIS

.../...

En ce qui concerne les travaux de recherche appliquée, le contrat d'objectifs prévoit qu'ils feront l'objet d'un programme défini avant le 1er Mars 1991, après avis du Conseil scientifique du CREDOC. Dès à présent et pour l'année 1990, le contrat d'objectifs indique que le CREDOC poursuivra des travaux de développement méthodologique dans les domaines du recueil et du traitement des données d'enquêtes, notamment longitudinales, des concepts et outils de l'évaluation des politiques publiques, et de la consommation des ménages. Chaque fois que cela sera possible, ces recherches donneront matière à la remise de rapports spécifiques.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.



Pierre-Yves COSSE

Et bravo pour le contrat et il'objectifs

A N N E X E

REPARTITION DE LA SUBVENTION 1990

	Subvention ordinaire 44.11	Subvention recherche 66.01
1. Fonds de connaissances sur les conditions de vie et modes de consommation des Français	1.710.000	
2. Enquête "Aspirations"	850.000	
3. Recherche appliquée	2.839.924	843.170
4. Séminaires scientifiques	65.000	
5. Comparaisons internationales (*)	100.000	
TOTAL HT	5.564.924	843.170
TVA 18,6 %	1.035.076	156.830
TOTAL TTC	6.600.000	1.000.000

(*) Il s'agira d'une synthèse des travaux récents réalisés aux USA dans le domaine de l'évaluation des politiques sociales, et publiés dans "Evaluation Review"

CAHIER DE RECHERCHE

Articles publiés dans des revues scientifiques : année 1990 - N° 1, Septembre 1990.

Présentation des travaux de recherche en cours pour l'année 1990 (bénéficiant de la subvention de recherche appliquée) - N° 2, Septembre 1990.

Hétérogénéité intra-branche des entreprises et commerce international, par Philippe Moati, N° 3, Octobre 1990.

La "système-compatibilité". Eléments pour la formalisation de l'évolution des systèmes, par Saadi Lalhoul, N° 4, Octobre 1990.

Président : Bernard SCHAEFER Directeur : Robert ROCHEFORT
142, rue du Chevaleret, 75013 PARIS - Tél : (1) 40.77.85.00

CRÉDOC

Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie